ASSEMBLÉE NATIONALE

14 janvier 2021

RESPECT DES PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE - (N° 3649)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 741

présenté par

M. Ravier, Mme Anthoine, Mme Audibert, Mme Bazin-Malgras, M. Benassaya, M. Meyer et
M. Therry

ARTICLE 43

À l'alinéa 2, supprimer les mots :

« pendant une durée de dix ans à compter de la date à laquelle la condamnation est devenue définitive ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à rendre permanente l'interdiction de diriger des associations culturelles pour les personnes condamnées pour des faits de terrorisme ou d'apologie du terrorisme

En effet, les faits mentionnés sont de nature suffisamment grave, contre la sécurité de la population et de la nation, pour que nous ne prenions pas le risque de leur offrir une tribune au travers des associations culturelles pour propager un discours radical et séparatiste.